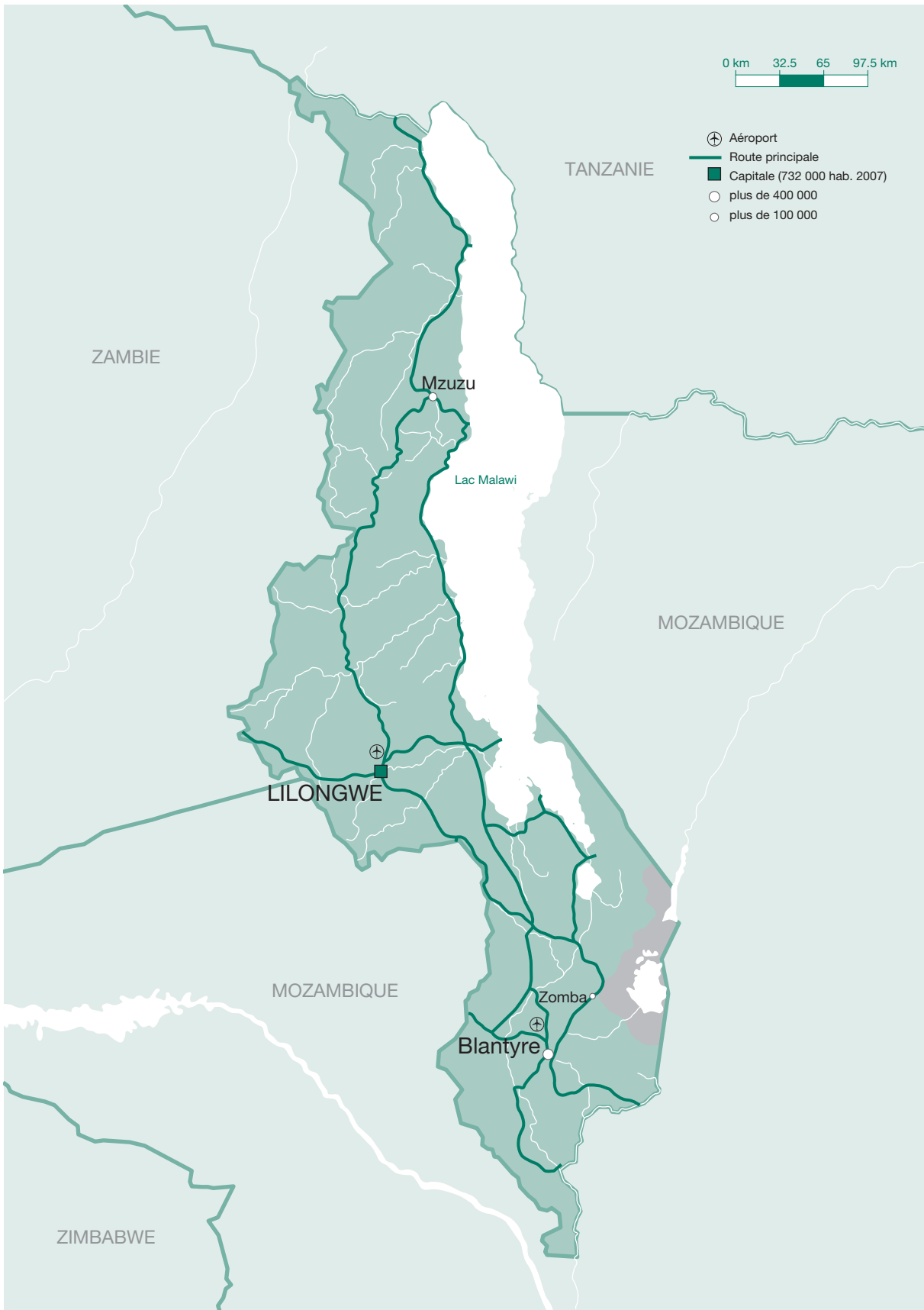




Malawi
2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Malawi

Vue d'ensemble

L'environnement politique et macroéconomique est resté stable au Malawi en 2010. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel aurait reculé à 6.7 % contre 7.6 % en 2009. Cette légère baisse est attribuée en priorité à une réduction de la production de maïs et de tabac, conséquence elle-même de la sécheresse enregistrée dans plusieurs régions au début de la période de croissance de la campagne 2009/10. La croissance économique a été tirée en 2010 principalement par les bons résultats enregistrés dans les industries extractives, le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), les services financiers et les assurances, les secteurs de l'information et des technologies. La stabilité de la production d'uranium et la stabilisation à un haut niveau de productivité de la production agricole justifient les prévisions de croissance du PIB réel de 6.4 % en 2011 et de 6 % en 2012.

La récente crise financière internationale a eu des effets limités sur l'économie du Malawi. Le secteur des exportations a été le plus affecté, soumis à la fluctuation des cours mondiaux du thé, du café et du tabac résultant de la détérioration des termes de l'échange. L'aide publique au développement (APD), les investissements directs étrangers (IDE) et les transferts des expatriés au Malawi se sont également réduits en raison de la crise mondiale du crédit. Pour atténuer les conséquences de la récession mondiale sur l'économie du pays, la banque centrale (*Reserve Bank of Malawi - RBM*), entre autres décisions, a maintenu son taux directeur à 15 % et a émis des instruments de mise en pension de titres afin de résister aux pressions inflationnistes.

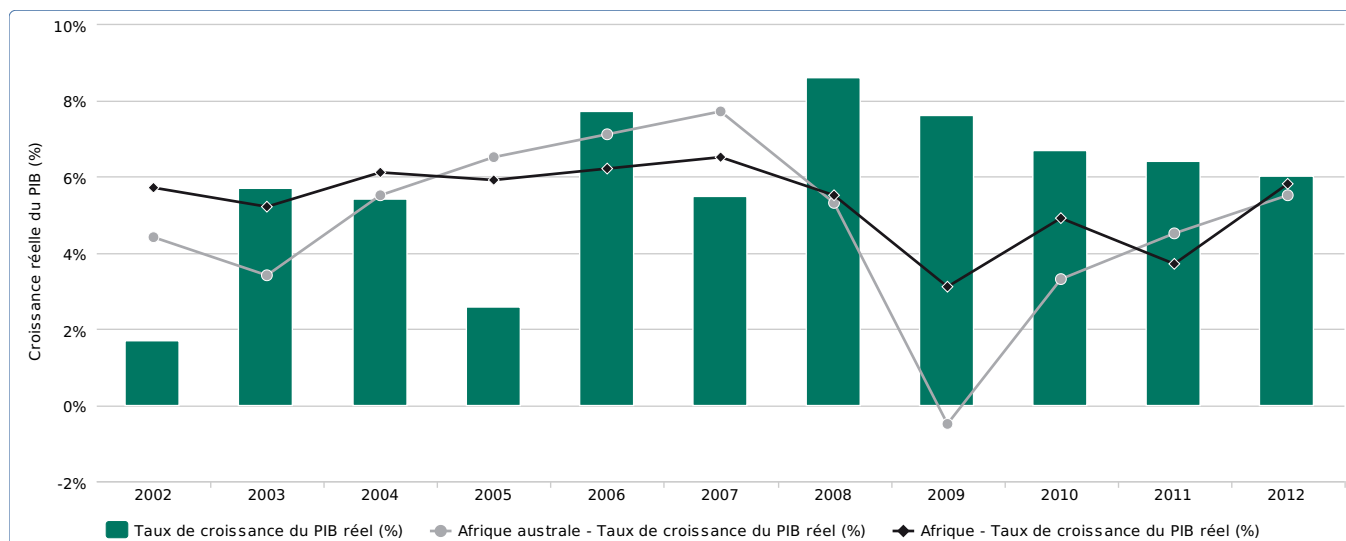
Le Malawi a accompli d'importants progrès vers la réalisation de la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Selon le rapport 2010 de l'OMD, le pays est en passe d'atteindre cinq des huit objectifs en 2015. Il s'agit de la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, de la réduction de la mortalité infantile, de la lutte contre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies, de la préservation de l'environnement et de la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. En revanche, trois objectifs ne seront probablement pas atteints : assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, améliorer la santé maternelle.

Le gouvernement a poursuivi en 2010 la mise en œuvre du programme de subventions à la production agricole (*Farm Inputs Subsidy Programme - FISP*). Étalaé sur six ans, il a pour but d'assurer la sécurité alimentaire et d'accroître les revenus des petits exploitants en augmentant la production de maïs et de légumineuses. Pour la campagne 2010/11, le FISP prévoit de subventionner 160 000 tonnes d'engrais pour le maïs, 8 000 tonnes de semences de maïs améliorées et 1 600 tonnes de graines de légumes. Depuis son lancement, ce programme a enregistré des succès à son actif et permis d'engranger des excédents de production de maïs de 1.3 million de tonnes en 2008/09.

Bien que le Malawi ait connu en 2010 une longue période de sécheresse exceptionnelle, il a cependant enregistré un excédent de 900 000 tonnes de maïs sur les besoins alimentaires annuels. Les interventions des pays émergents partenaires du Malawi concernent les infrastructures, l'agriculture, l'éducation et la santé. Leurs investissements ont entraîné la création d'emplois, en particulier au profit des jeunes et leurs produits sont moins chers que ceux des pays occidentaux présents sur le marché.

Un facteur important : ils sont complémentaires des partenaires traditionnels et ne se substituent pas à eux. Néanmoins, malgré la présence accrue des pays émergents, la part des partenaires traditionnels comme le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union européenne (UE) dans les échanges, l'aide au développement et les IDE reste considérable. La place grandissante de la Chine et de l'Inde soulève au demeurant un certain nombre de problèmes, tels l'invasion de produits à bon marché qui rendent non compétitives les industries locales.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (S)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412141>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	7.6	6.7	6.4	6
Inflation IPC	8.4	7.7	7.6	6.2
Balance budgétaire % PIB	-3.6	-1.1	-6.3	-7.4
Balance courante % PIB	-2.1	1.1	-1.6	-3.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

Les données pour la balance budgétaire sont reportées par exercice fiscal juillet (n-1)/juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414497>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2010
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	34.7	31.7
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	1.3	2.1
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	8.7	10.5
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	1.5	1.3
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	5.3	4
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	18.8	18.4
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	6.7	8.5
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	6.7	8.1
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	3.4	3.2
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	12.8	12.2
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415466>

En 2009 le PIB du Malawi s'était accru de 7.6 %, tiré par l'agriculture, les industries extractives, sur fond de début de mise en service de la mine de Kayelekera, les secteurs de l'information et des communications. Pour 2010, la croissance du PIB est estimée à 6.7 %, un taux inférieur à celui de 2009 mais supérieur à l'objectif de 6 % inscrit dans la stratégie pour le développement du Malawi (*Malawi Growth and Development Strategy - MGDS*). Le ralentissement résulte de la médiocre récolte agricole de 2010, consécutive à la sécheresse subie par plusieurs régions au début de la période de croissance 2009/10. Toutefois, d'importants secteurs comme les industries extractives, le BTP, l'information et la technologie, les services financiers et les assurances ont connu un essor important. En 2011 et 2012, un ralentissement avec un taux de croissance s'établissant respectivement à 6.4 % et 6 % est prévu.

L'agriculture demeure le pilier de l'économie du Malawi. Elle représente 32 % du PIB ; le tabac assurant à lui seul 60 % des exportations du pays. Ces chiffres soulignent l'absence de diversification de l'économie malawite. L'agriculture a maintenu un taux de croissance de 13.9 % en 2009, grâce à des rendements exceptionnels, favorisés par de bonnes conditions climatiques durant la saison 2008/09 ainsi que par le programme de subventions à la production agricole. Mais, en 2010, la croissance de l'agriculture est retombée à 1.5 %, à cause de la sécheresse qui a frappé une grande partie du pays au début de la période de récolte. Une météorologie plus favorable et la production accrue de sucre devraient, selon les prévisions, permettre à l'agriculture de connaître une croissance de 6.4 % en 2011.

Toutefois, les campagnes en cours contre les additifs dans les cigarettes fabriquées avec du tabac Burley, dont le Malawi est le principal producteur, représentent une menace pour son économie. Ce tabac est naturellement d'un goût amer et les industriels ont recours à des additifs pour le rendre agréable aux fumeurs. Frappant sa principale source de revenus extérieurs, une interdiction générale de ces additifs aurait de très graves répercussions sur la disponibilité en devises du pays.

Les industries extractives prennent progressivement une place de plus en plus grande dans l'économie malawite. On s'attend à ce que ce secteur ait connu une croissance de 83 % en 2010 contre 9 % en 2009. Ce résultat s'explique par la production d'uranium de la mine de Kayelekera, à proximité de Karonga, et par la forte demande en charbon pour le traitement du tabac et son usage industriel. Pour ces mêmes raisons, la croissance des industries extractives sera, selon les prévisions, de 72 % en 2011. Les travaux en cours pour la construction de routes, du port intérieur de Nsanje et autres ouvrages publics ont entraîné une croissance de 17 % du BTP en 2010 (estimation).

Avec l'extension à l'ensemble du pays du téléphone mobile (en particulier par le principal opérateur, Bharti Airtel) et les innovations dans les domaines de l'informatisation financière et des télécommunications, les secteurs de l'information et des communications auraient connu une croissance de 15.3 % en 2010 et croîtraient de 11.1 % en 2011. De même, les secteurs des finances et des assurances auraient progressé de 11.5 % en 2010, après 7.5 % en 2009, grâce à l'extension des modes de transfert asynchrones et l'introduction de la Banque mobile.

L'industrie intervenait pour 10 % environ dans le PIB en 2009. Le principal secteur est l'agroalimentaire qui aurait progressé de 7.5 % en 2010 contre 4.7 % en 2009. Les pénuries d'énergie et de devises continuent de handicaper le secteur manufacturier, obligeant quelques entreprises à réduire leur activité. Cette situation pourrait avoir de très graves conséquences pour l'économie du Malawi, si elle n'est pas rapidement réglée.

On s'attendait à ce que l'investissement public et la consommation privée soient des facteurs clés dans le PIB réel en 2010. Selon les prévisions, ce sera encore le cas en 2011 et 2012. L'investissement public aurait enregistré sa plus forte croissance en valeur en 2010. Il porte sur les travaux de construction dans les secteurs du logement, des transports (réseau routier, la voie navigable Shire-Zambèze et le port intérieur de Nsanje), de l'énergie et des actions sociales cruciales comme la qualité de l'eau et l'éducation. Les exportations devraient connaître une reprise en 2011 et 2012 avec l'ouverture possible de mines de niobium et d'uranium.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	16.1	26.3	16.6	13.9	6.1	4	3.7	1.7
Publique	5.6	14.1	18	13	7	2.3	1.9	1.1
Privée	10.6	12.2	15	15	5	1.7	1.8	0.6
Consommation finale	97.2	99	4.9	4	5.3	5.2	4.2	5.4
Publique	8.6	10.2	5	3.9	3.9	0.5	0.4	0.4
Privée	88.6	88.8	4.8	4	5.4	4.6	3.8	5
Secteur externe	-13.4	-25.3	-	-	-	-2.4	-1.4	-1.1
Exportations	20.8	23.4	9.1	10.2	10.3	1.3	1.5	1.6
Importations	-34.2	-48.7	8.4	6.5	5.9	-3.7	-2.9	-2.7
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	6.7	6.4	6

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416435>

Politique budgétaire

Avec le soutien des partenaires au développement, le gouvernement du Malawi a mis en œuvre une série de réformes depuis 2006 pour améliorer la gestion fiscale. Ces réformes sont mises en œuvre dans le cadre du plan d'action pour les finances publiques (*Public Financial and Economics Managment – PFEM*). Parmi les réformes principales, on trouve le déploiement d'un nouveau système intégré de gestion financière (*Integrated Financial Managment and Information Systems – IFMIS*) pour les collectivités locales, l'administration fiscale dans les zones de taxe à la valeur ajoutée (TVA) améliorée et l'introduction de l'enregistrement informatique (*Electronic Tax Register – ETR*). D'autres initiatives ont pour but d'élargir l'assiette fiscale afin de tirer davantage de recettes du secteur informel. Les hypothèses pour le budget 2009/10 ont été préparées à partir d'un cadre de dépenses à moyen terme (*Medium Term Expenditure Framework*) que, selon des sources officielles, le gouvernement a l'intention de renforcer en 2011.

En conséquence, la collecte fiscale a été plus efficace. Ainsi, les recettes intérieures sont passées de 31.9 % du PIB en 2008/09 à 33.9 % en 2009/10. On s'attend à ce qu'elles régressent légèrement à moyen terme par suite d'une baisse prévisible des dons et d'une croissance économique modérée. Les subventions se sont établies en deçà des prévisions pour l'année fiscale 2009/10, les versements des partenaires au développement ayant été très inférieurs aux engagements pris. Ainsi, la commission sur le sida (*National Aids Commission – NAC*) et le secteur de la santé (*Sector Wide Approacsh – SWAP*) n'ont pas reçu des donateurs tout l'argent attendu.

En pourcentage du PIB, la part des dépenses publiques dans le total des dépenses n'a cessé de croître au cours des années. En particulier, les dépenses publiques en capital qui connaissent une hausse constante par suite des travaux engagés dans les transports et le logement. Pour 2009/10, un total de dépenses et de prêts nets atteignant 35.0 % du PIB était prévu. Ce total devrait s'élever à 37.9 % en 2010/11 et légèrement diminuer à 37.3 % du PIB en 2011/12.

Fin décembre 2010, la dette intérieure du Malawi s'élevait à 154.7 millions de kwachas malawites (MVK) contre 172.6 millions en décembre 2009, recul résultant d'une chute des composants de la dette, dont les bons du Trésor et les avances exceptionnelles aux Voies et moyens. Il est prévu que le déficit budgétaire du Malawi passe de 1.1 % du PIB en 2010 à 6.3 % en 2011 et 7.4 % en 2012 à cause d'une diminution des dons. Le déficit sera principalement financé par des emprunts émis à des conditions favorables.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	24.1	31.7	30.1	31.9	33.9	31.5	29.9
Recettes fiscales	15.3	16.6	17.6	16.5	18.8	17.9	17.5
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	6.9	13.6	10.9	13.8	11.7	10.9	9.6
Autres revenus	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	31.9	33	32.8	35.5	35	37.9	37.3
Dépenses courantes	24.6	21.3	21.1	26.7	24.7	26.4	25.5
Sans les intérêts	19.4	17.8	18.9	24	22	24	23.5
Salaires	6.9	5.1	5.5	5.7	5.7	5.8	5.8
Biens et services	8.1	6.6	7.7	11.9	10.4	12	11.8
Intérêts	5.1	3.5	2.3	2.7	2.7	2.4	1.9
Dépenses en capital	7.4	11.5	11.7	8.8	10.2	11.5	11.8
Solde primaire	-2.8	2.2	-0.4	-0.8	1.5	-3.9	-5.4
Solde global	-7.9	-1.3	-2.7	-3.6	-1.1	-6.3	-7.4

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

Année Fiscale Juillet (n-1)/ Juin (n).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417404>

Politique monétaire

Depuis des années, la politique monétaire de la RBM repose sur un contrôle de la croissance monétaire destiné à maintenir un taux d'inflation bas et stable et à engranger des réserves de change. Conformément à l'accord passé avec le Fonds monétaire international (FMI), les politiques publiques ont été orientées vers la constitution de réserves d'environ trois mois d'importations à l'horizon 2012.

Depuis presque trois ans, le kwacha malawite s'était à peu près stabilisé au taux de 140 MWK pour un dollar (USD). Le gouvernement a vivement résisté à la pression, notamment des partenaires au développement, en faveur d'une dépréciation de la monnaie locale. De facto, un régime de taux de change fixe a été appliqué entre 2006 et 2009, empêchant le taux de change nominal d'égaliser l'offre et la demande, ce qui a conduit à une pénurie de devises. Le taux de change du kwacha malawite vis-à-vis du dollar s'est cependant déprécié pour tomber de 141.7 à la fin décembre 2009 à 150.8 à la fin décembre 2010. Pour tenir l'engagement du pays vis-à-vis du FMI, il est prévu que le taux s'établisse à 153 en 2011.

La masse monétaire (M2) a augmenté de 24.4 % passant de 139.6 milliards MWK en 2008 à 173.8 milliards en 2009, pour s'établir en décembre 2010 à 203.9 milliards. Selon la RBM, la croissance de la masse monétaire s'explique par l'augmentation de l'activité économique conjuguée aux recours assez importants de l'État aux réserves de la Banque centrale. Le taux annuel d'inflation connaît une tendance à la baisse. Au cours des quatre dernières années, il a été maintenu en dessous de 10 %, grâce à l'augmentation de la production alimentaire consécutive aux subventions accordées en 2006 à l'agriculture. De 8.4 % en moyenne annuelle en 2009, le taux d'inflation a reculé à 7.7 % en 2010. Il devrait continuer à baisser en 2011 (7.6 %) et en 2012 (6.2 %) dans l'hypothèse d'une légère baisse des cours mondiaux du pétrole et d'une augmentation des récoltes agricoles.

Le taux directeur de la Banque centrale était stable à 15 % depuis 2007. Il a été ramené à 13 % en août 2010. En conséquence, le taux de base a été abaissé de 19.25 % en 2007 à 17.67 % en décembre 2010. Quant au taux d'épargne, il restait fixé à 4.14 % en décembre 2010. Inférieur au taux d'inflation, il est trop bas pour que les déposants tirent bénéfice de leur épargne.

Position extérieure

Le Malawi a enregistré en 2009 un déficit de 17.1 % de son commerce extérieur en raison des coûts d'importation élevés du pétrole et des intrants. De même, la croissance des importations supérieure à celle des exportations a conduit en 2010 à un déficit de la balance commerciale de 15.7 % du PIB, malgré l'augmentation des exportations d'uranium. Le déficit commercial devrait se confirmer à moyen terme en augmentant légèrement à 16.3 % du PIB en 2011 puis en revenant à 15.6 % en 2012. Le service de la dette devrait demeurer en déficit en raison du coût toujours élevé des transports dans et hors du pays.

En pourcentage du PIB, les transferts courants sont passés de 17.1 % en 2009 à 21 % en 2010 en raison d'un accroissement des déboursements des donateurs à la suite de l'attribution en février 2010 de la Facilité élargie de crédit (FEC) au Malawi. Des coupes dans les contributions des donateurs, pour les nouveaux projets notamment, conduiront à moyen terme à un ralentissement des transferts courants. Au total, il est prévu que le compte courant s'améliore et passe d'un déficit de 2.1 % du PIB en 2009 à un excédent de 1.1 % du PIB en 2010. Mais il se détériorerait par la suite en revenant à un déficit de 1.6 % du PIB en 2011 et de 3.3 % en 2012 par suite d'une réduction des apports des donateurs et d'une stabilisation des exportations d'uranium.

En 2010, le FMI a approuvé une FEC de 79.4 millions USD pour la période comprise entre 2010 et 2012. Un premier examen des progrès accomplis par le Malawi dans le cadre de la FEC a été mené à bien en décembre 2010. La FEC remplace la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRCP) et la Facilité de protection contre les chocs exogènes (FCPE), arrivés respectivement à terme en août 2008 et décembre 2009.

Le Malawi a poursuivi la mise en œuvre de réformes de structures et ses bons résultats macroéconomiques ont attiré un flux croissant d'aide au développement et d'investissements étrangers. En pourcentage du PIB, la part de l'APD est passée de 16 % en 2006 à 22 % en 2009. Après avoir chuté de 215.3 millions USD en 2008 à 100 millions USD en 2009, à cause du contrecoup de la crise financière mondiale, les IDE sont remontés à 180 millions USD en 2010. Les principaux investisseurs étrangers sont l'Australie dans le secteur minier, l'Afrique du Sud dans la communication et l'Inde dans les télécommunications.

La dette extérieure totale s'est accrue, passant de 900 millions USD (16.8 % du PIB) en décembre 2009 à 1 010 millions USD (19 % du PIB) en décembre 2010. Cet accroissement résulte principalement des déboursements des créanciers multilatéraux et bilatéraux qui ont dépassé les remboursements de capital. Cependant, principalement grâce à l'accroissement des contributions des donateurs, les réserves brutes de change du Malawi ont augmenté, passant de 252.4 millions USD en 2009 à 371.4 millions à la fin décembre 2010, soit 2.2 mois de couverture des importations.

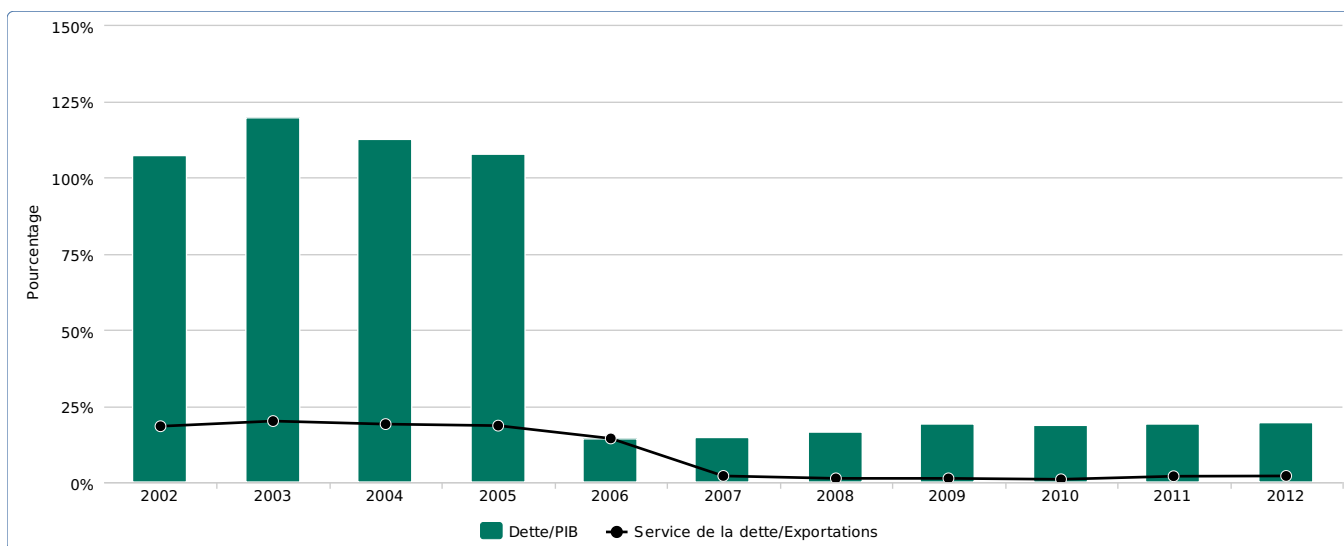
Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-6.8	-24.7	-18.6	-17.1	-15.7	-16.3	-15.6
Exportations de biens (f.o.b.)	15.5	19.5	23.9	21.3	23.6	23.6	23.8
Importations de biens (f.o.b.)	22.3	44.2	42.5	38.4	39.3	40	39.4
Services	-0.2	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5	-0.4	-0.4
Revenu des facteurs	-1.4	-1.1	-0.7	-1.6	-3.7	-2.4	-3
Transferts courants	0.3	16.8	19.6	17.1	21	17.6	15.6
Solde des comptes courants	-8.1	-9.6	-0.3	-2.1	1.1	-1.6	-3.3

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).
2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418373>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412141>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Les retards structurels et les infrastructures insuffisantes dans les transports, les télécommunications et l'approvisionnement en eau et en électricité entravent le développement économique du Malawi et sont autant de handicaps pour l'expansion du secteur privé. La route est le principal moyen de transport pour les importations et les exportations, mais son coût élevé affecte la compétitivité des produits du Malawi et des prix à la consommation. Un manque d'investissements en capital limite le potentiel des transports aériens et ferroviaires. En dépit de la récente extension à l'ensemble du pays des services des techniques de l'information et de la communication (TIC), l'accès aux télécommunications par téléphone, fixe et mobile, et à Internet est encore réduit avec un taux de couverture inférieur à 3 % de la population. D'autres difficultés à surmonter sont la pénurie de devises et de carburants, les nombreuses taxes et les obstacles administratifs aux échanges.

De récurrentes pénuries de carburants paralysent l'activité dans différents secteurs de l'économie provoquant en particulier une chute dans la production des industries manufacturières qui affecte la compétitivité des exportations du Malawi. Les pénuries de carburant ont été rendues responsables des retards dans les travaux de réparation du pont de Tete au Mozambique, par lequel transite un flux important d'importations du Malawi, et du manque de devises, indispensables pour l'achat du pétrole. L'approvisionnement en électricité, également insuffisant, et intermittent – en moyenne 63 pannes de courant par an – représente aussi un frein aux affaires et à la croissance économique. La capacité actuelle est de 285 mégawatts (MW) alors que la demande s'élève à 324 MW.

Les pouvoirs publics ont mis en œuvre des actions de contrôle et des réformes administratives destinées à améliorer le climat des affaires. Le ministère de l'Aménagement du territoire, par exemple, a chargé les comités d'aménagement des municipalités de se consacrer aux principaux projets et de laisser les projets de moindre importance aux comités techniques. Cette procédure a permis de réduire les délais pour l'approbation des constructions d'immeubles. De même, les délais pour la délivrance des permis de construire ont été ramenés à moins de soixante jours. L'autorité fiscale du Malawi (*Malawi Revenue Authority*) a étendu ses procédures de dédouanement rapide en développant un système fondé sur le risque au profit des entités commerciales. Autres réformes intervenues en 2010 : l'installation de la société *Credit Reference Bureau* pour faciliter l'accès au crédit, le lancement d'une stratégie de développement du secteur financier et l'amélioration de la législation économique.

En dépit de ces réformes le Malawi figure au 133^e rang sur 183 pays dans l'enquête 2011 *Doing Business* de la Banque mondiale, en recul d'une place sur l'enquête de 2010.

Autres développements récents

Pour consolider les acquis du programme de subventions destiné à développer la production agricole et la sécurité alimentaire, les autorités ont lancé plusieurs projets. La « ceinture verte » (*Green Belt Initiative*) est pour l'essentiel un plan visant à rendre disponibles les ressources en eau pour réduire la dépendance aux aléas climatiques grâce à une série de projets innovateurs pour l'irrigation. Il prévoit de relier les petits exploitants aux systèmes d'irrigation autour du lac Malawi et le long des principaux fleuves, de réparer les systèmes d'irrigation existants, et de réaliser des travaux de construction du génie civil sur les 42 000 hectares du projet d'irrigation de la vallée de la Shire. Des provisions budgétaires ont été effectuées dans les exercices 2009/10 et 2010/11 en faveur de l'initiative de la « ceinture verte ». L'Université de l'agriculture et des ressources naturelles a d'autre part été créée. La construction de silos modernes à Mangochi, Mzuzu et Luchenza s'inscrit aussi dans le cadre des efforts visant à améliorer la production agricole. En outre, en 2010, le ministère de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire, en collaboration avec les partenaires au développement, a lancé une initiative d'approche sectorielle de l'agriculture 2010-2014 (*Agriculture Sector Wide Approach - ASWAp*), centrée sur la sécurité alimentaire et la gestion des risques, l'agro-industrie et le développement des marchés, la gestion durable des terres et de l'eau. L'État du Malawi a également conclu un programme de développement agricole (*Malawi Comprehensive African Agriculture Development Programme - CAADP*) avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) de l'Union africaine. On attend de ces programmes qu'ils stimulent la production agricole, améliorent la sécurité alimentaire et contribuent à la création d'emplois.

Des investissements importants sont prévus en 2011 et 2012 pour la réalisation de la troisième phase du projet de centrale hydro-électrique de Kapichila qui contribuerait à une forte augmentation de la production d'électricité et à une réduction des pannes de courant. Avec le soutien du *Millennium Challenge Account (MCA)* créé par les États-Unis, le Malawi va lancer un important chantier de réhabilitation de la production électrique. Dans les zones rurales, les autorités mettent en place un projet d'électrification en utilisant une source hybride d'énergie soleil-vent.

Avec la construction d'un oléoduc reliant le port mozambicain de Beira, sur l'Océan Indien, à Nsanje, au sud du Malawi, pour un coût estimé de 140 millions USD, le gouvernement espère régler les persistantes pénuries de carburant. L'actuel mode de transport des carburants via la route signifie des retards et un prix élevé.

La construction d'une usine de cigarettes est prévue en 2011. D'autre part des banques malawites, dont la *Opportunity International Bank of Malawi (OIBM)* en liaison avec deux opérateurs de téléphone mobile, Airtel (anciennement Zain) et Telecom Networks Malawi (TNM) ont lancé en 2010 un système de banque mobile. Il permet aux utilisateurs de téléphones portables de recevoir et de transférer de l'argent sur les comptes bancaires ainsi que de payer des biens et services avec les portables.

S'agissant de l'industrie minière, mise en service en 2009 la mine d'uranium de Kayelekera est désormais exploitée à sa presque totale capacité.

Lancé en 2009, le projet de voie navigable Shire-Zambèze est en voie de réalisation. Ce projet prévoit un système de transports par voie navigable sur 238 kilomètres entre la ville méridionale de Nsanje, au Malawi, et le port de Chinde au Mozambique. Une commission officielle pour le port intérieur de Nsanje (*Nsanje World Inland Port*) a été nommée en octobre 2010. Une fois que la voie sera réalisée, le Malawi ne sera plus enclavé ce qui devrait réduire très fortement le coût de ses importations et de ses exportations.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, l'État a lancé un programme national d'enregistrement avec l'émission de cartes nationales d'identité pour tous les citoyens. Ce programme devrait aider à la préparation et à la mise en œuvre de politiques pour les services socioéconomiques.

À la suite de la promulgation de la loi sur les services d'informations financières, la société privée CRB a ouvert des bureaux au Malawi. L'activité de cette société devrait permettre d'accroître l'accès au crédit, de réduire le nombre et la fréquence des défauts de remboursement en procurant aux institutions financières un accès facile à des informations sur les antécédents de crédit des demandeurs de prêts.

En novembre 2010, à Punta del Este (Uruguay), à la quatrième Conférence des Parties (COP), les 171 signataires de la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la lutte anti-tabac ont proposé d'interdire ou de réduire les additifs au tabac utilisés pour rendre les cigarettes plus attractives auprès des nouveaux fumeurs. Une interdiction aurait de sérieuses conséquences sur la production mondiale de tabac Burley. Elle frapperait de plein fouet le Malawi qui figure parmi les principaux producteurs mondiaux avec une production annuelle d'environ 200 millions de kilos. La récolte de tabac intervient pour 60 % dans le total des rentrées annuelles de devises et assure 13 % du PIB.

Le projet d'interdiction des additifs dans le tabac renforce l'urgence pour le Malawi de chercher à diversifier son économie agricole. Bien qu'une telle diversification figure parmi les objectifs gouvernementaux, elle n'a guère connu de progrès. Les agriculteurs ont été incités à accroître la production de cultures comme les pois d'Angole, le manioc, le coton, le thé et le café, entre autres, en vue d'élargir la base des exportations du Malawi. En attendant la diversification et la production de nouvelles cultures, le Malawi reste dépendant de la culture du tabac.

En vue de stimuler le tourisme et le secteur de l'hôtellerie, les pouvoirs publics ont entrepris des travaux de construction et de restauration dans plusieurs aéroports, dont ceux de Likoma, Kamuzu International, Chileka et Karonga. Sont également en cours la construction d'un centre de conférence international, d'un nouvel hôtel cinq étoiles et de vingt villas présidentielles. En outre, il est prévu de construire à Lilongwe un nouvel Institut du tourisme pour pallier le manque de main-d'œuvre qualifiée dans ce secteur. Dans le *Travel and Tourism Competitiveness Index 2011* du Forum économique mondial le Malawi figure au 121^e rang sur 139 pays. S'il est assez bien classé pour le développement durable (42^e) et les ressources naturelles (46^e), ses résultats dans les catégories climat des affaires et infrastructures sont très mauvais puisqu'il n'arrive qu'en 133^e position sur 139 pays. Un environnement naturel pittoresque et varié - avec neuf parcs nationaux et des réserves d'animaux sauvages, comme le parc national du lac Malawi, classé par l'UNESCO au patrimoine mondial de l'humanité - offre pourtant d'importantes possibilités de développement pour le secteur du tourisme.

Au total, le développement du Malawi est entravé par de nombreuses difficultés, et en particulier de médiocres infrastructures touristiques, de faibles capacités en ressources humaines, une crise du crédit résultant de la crise financière mondiale, des pénuries persistantes de devises et de carburant, des conditions météorologiques défavorables et les retombées du changement de climat.

Partenaires économiques émergents

La Chine est le principal partenaire émergent du Malawi. L'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays remonte à la fin 2007. Leur coopération a produit des résultats visibles et tangibles. Ainsi la Chine a-t-elle accordé des aides financières de 45 millions USD pour la construction du nouveau parlement et de 55 millions USD pour la route de 101 kilomètres reliant Karonga et Chipita. Elle a également consenti des prêts avantageux d'un montant de 90 millions USD pour le projet d'ensemble immobilier dans la capitale Ligongwe, comportant un hôtel cinq étoiles, un centre de conférence international et vingt villas présidentielles, et d'un montant de 80 millions USD pour la construction de l'université des sciences et des technologies. Parmi les autres interventions figure le financement de la construction d'un nouveau stade d'une capacité de 40 000 places à Ligongwe. La Chine a aussi investi dans l'industrie de la transformation du coton à Balaka.

Les IDE chinois qui ne représentaient que 0.96 million USD en 2006 ont bondi à 11.25 millions en 2009, 55 % d'entre eux se portant sur le secteur industriel. Le total des échanges entre les deux pays s'élevait à 82 millions USD en 2009, presque un doublement par rapport à 2007 (44 millions). Les exportations du Malawi vers la Chine ont atteint 17 millions USD en 2009, les importations en provenance de Chine s'établissant la même année à 65 millions USD. Depuis 2008 la Chine a attribué 53 bourses à des étudiants malawites. Environ 200 fonctionnaires, techniciens et spécialistes malawites ont été invités en Chine pour participer à des séminaires ou à des programmes de formation. Dix-sept médecins chinois exercent dans les hôpitaux centraux de Kamuzu et de Mzuzu.

L'Inde est le deuxième partenaire émergent du Malawi en importance. Sa coopération s'exerce principalement dans les secteurs agricole et pharmaceutique. L'Inde a récemment ouvert des lignes de crédit d'une valeur de 180 millions USD, principalement en faveur de l'agriculture (notamment des projets d'irrigation dans le cadre de l'initiative *Green Belt*) et en partie dans le domaine pharmaceutique (médicaments contre le VIH/sida). Du point de vue indien, l'intérêt pour le Malawi tient à ses ressources en minerais, en particulier l'uranium. Le Malawi soutient pour sa part l'offensive diplomatique de l'Inde en vue d'obtenir un siège permanent au conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Quoiqu'à un niveau différent, des relations diplomatiques et des accords commerciaux et de coopération existent également avec le Brésil et Cuba. Le Brésil a promis des financements pour un programme d'alimentation à l'école dans plusieurs districts. Le Malawi a signé avec ce pays un accord de coopération technique et il a convenu d'ouvrir une ambassade à Brasília. Le partenariat avec Cuba porte sur le secteur social, en particulier l'éducation, la formation professionnelle (notamment pour les médecins) et le travail social.

Le Malawi a bénéficié d'une assistance au développement de la part de donateurs arabes, dont la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea) et le Kuwait Fund. En 2010, l'Iran et le Malawi ont convenu de coopérer dans différents secteurs. Téhéran manifeste en particulier son intérêt pour des investissements dans l'agriculture et l'industrie minière.

Malgré l'importance grandissante prise par les partenaires émergents, les partenaires traditionnels (Royaume-Uni, États-Unis, UE), en termes de flux d'échanges, d'aide publique et d'investissements, restent prépondérants. Cependant, du fait du caractère très visible des investissements chinois, l'impression donnée est que Pékin occupe la place de partenaire principal. La quantité de Chinois immigrés renforce cette impression. L'immigration chinoise est en effet devenue la deuxième en importance, les Indiens, présents au Malawi depuis près d'un siècle, occupant la première place. Selon les statistiques du ministère de l'Intérieur, 40 % environ des permis d'expatriation délivrés en 2009 l'ont été à des Indiens, soit 184 personnes. Cinquante-quatre permis ont été accordés à des Chinois et vingt-huit à des Pakistanais.

Il est important de noter que les partenaires émergents sont complémentaires des partenaires traditionnels, mais ne se substituent pas à eux. Ces derniers apportent un appui au budget de l'État, des concours financiers sur des bases bien précises, en d'autres termes une aide au développement de type classique, plutôt qu'une contribution reposant sur des projets ou des prêts, comme c'est le cas pour les pays émergents. L'aide des partenaires traditionnels vise à conforter la position des réserves de change du pays et s'efforce de l'aider à assurer les équilibres internes et externes.

Ce soutien peut se révéler encombrant, difficile à accepter, parfois indiscret, et même paraître attenter à la souveraineté du pays en exigeant une stricte transparence. Par contraste, l'apport des partenaires émergents est davantage tourné vers les demandes du Malawi : il se révèle moins exigeant, d'un caractère plus « convivial ». L'aide de la Chine et de l'Inde relève plutôt de l'« aide en nature » que des transferts de fonds. L'inconvénient, c'est que les projets mis en œuvre par Pékin dans le BTP sont réalisés par des sociétés chinoises, avec une proportion importante de travailleurs chinois et, dans la plupart des cas, des matériaux et des équipements venus de Chine.

La présence de partenaires émergents offre de nouvelles chances au Malawi et lui lance de nouveaux défis. Son

principal avantage est de proposer des sources d'aide inédites, donc complémentaires des sources traditionnelles. Les investissements de ces partenaires ont contribué à la création d'emplois et au développement de l'activité économique. En outre, les produits chinois et indiens sont moins chers que les produits alternatifs des pays occidentaux offerts sur le marché. En conséquence, ils favorisent une augmentation de la consommation : pour la même somme d'argent, les Malawites ont accès à des biens et services plus variés et en plus grand nombre. Par exemple, les médicaments génériques indiens sont meilleur marché que les produits de marque fournis par les partenaires traditionnels ce qui facilite l'accès aux services de soins.

Néanmoins, la présence grandissante de la Chine et de l'Inde au Malawi soulève un certain nombre de problèmes, à commencer par le débat sans fin et les allégations sur la mauvaise qualité de leurs produits et les contrefaçons. Sur un marché inondé de marchandises indiennes et chinoises à bon marché, les industries locales ne sont plus compétitives, ce qui les contraint soit à s'adapter, soit à disparaître.

Contexte politique

Les observateurs nationaux et internationaux ont conclu à la régularité des élections législatives et présidentielles de 2009. Les organisations relevant de la société civile contribuent au processus de développement en pesant sur les décisions politiques dans les divers secteurs de l'activité économique. Le Malawi a ainsi progressé dans l'indice de perception de la corruption établi par *Transparency International*, remontant de la 89^e place sur 180 pays en 2009 à la 85^e sur 178 pays en 2010. Dans l'indice de démocratie 2010 (*Economist Intelligence Unit - Democracy Index*) du magazine britannique *The Economist*, il se classe au 85^e rang sur 167 pays et gagne quatorze places par rapport à 2008. Il est 22^e sur 53 pays, avec le même score de 51.7 sur 100 en 2010 qu'en 2009 mais en gagnant une place, dans l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine.

Bien qu'aucune personnalité de premier plan du secteur public ou privé n'ait été condamnée par la justice, les travaux de la commission électorale (*Malawi Electoral Commission - MEC*) ont été suspendus en décembre 2010 à la suite de la publication d'un rapport d'enquête révélant l'absence dans ses comptes, sans justification, d'une somme de 1.4 milliard MWK (9.3 millions USD).

Les autorités malawites ont pris une série d'initiatives destinées à renforcer la gouvernance, dont la création d'un organisme (*Democratic Governance Sector Working Group - SWG*) chargé de coordonner les actions de gouvernance démocratique dans le pays. En dépit des signes de progrès en la matière et des améliorations enregistrées dans les classements mondiaux, des sujets de préoccupation persistent : utilisation de fonds publics par des représentants de l'État pour leurs campagnes électorales ; moyens limités des citoyens pour l'accès aux comptes de leurs représentants élus ; adoption récente d'une loi accordant au ministre de l'Information le droit d'interdire toute publication considérée comme agissant contre l'intérêt public. Beaucoup de voix hors du gouvernement, y compris dans les médias et les pays donateurs, ont dénoncé cette loi comme présentant une menace pour la démocratie et la liberté d'expression.

Le parti démocratique progressif au pouvoir (*Democratic Progressive Party - DPP*), dirigé par le président du Malawi Bingu Wa Mutharika, détient la majorité des sièges au parlement. Les deux principaux partis d'opposition : le *Malawi Congress Party* (MCP) et l'*United Democratic Front* (UDF) ont été affaiblis par plusieurs joutes juridiques avec le gouvernement et des querelles internes. En conséquence, le DPP au pouvoir a fait adopter plusieurs projets de loi, dont les budgets pour 2009/10 et 2010/11, sans véritable opposition. Les dernières élections locales se sont tenues en 2000. Contrairement au texte de la constitution qui prévoit l'organisation de telles élections tous les cinq ans elles n'ont eu lieu ni en 2005 ni en 2010. Cependant, un amendement récent à la loi sur les collectivités locales a accordé un pouvoir exclusif au président du Malawi de décider de la date de ces élections. Prévues initialement pour mai 2010, elles ont été reportées au 23 novembre de cette même année puis au mois d'avril 2011. Fin janvier 2011, les bureaux de la MEC n'étaient toujours pas rouverts ce qui laissait craindre que le scrutin n'aurait pas lieu à la date prévue.

Quatre élections partielles se sont déroulées en 2010, dont deux à la mi-janvier, à Machinga Sud-Est, pour pourvoir au remplacement d'un député UDF déclaré inéligible, et à Lilongwe Nord-Ouest, en raison du décès du député MCP. Les deux autres scrutins, à la mi-octobre, étaient consécutifs aux décès des députés des circonscriptions de Dowa sud-est et de Mangochi Malombe. Le DPP au pouvoir a confirmé sa popularité en remportant trois des quatre élections, l'UDF conservant son siège de Machinga Sud-Est.

En août 2010, un remaniement gouvernemental a conduit au départ de quatre ministres. Le remaniement s'est aussi traduit par un changement de portefeuille du frère du président de la République, Peter Mutharika, passé du ministère de la Justice et des Affaires constitutionnelles au ministère de l'Éducation, et par l'arrivée dans le gouvernement de la première dame, Catherine Mutharika, avec la responsabilité du secteur de la santé maternelle et infantile.

D'autre part, en 2010, le vice-président, Joyce Banda et l'ancien ministre Khumbo Kachili ont été évincés de leurs postes de vice-présidents du DPP sous l'accusation d'activités anti-parti. Selon la presse, leur éviction est la conséquence de manœuvres en vue de la succession du président de la République.

Deux homosexuels ont été condamnés en 2010 à des peines de 14 ans de prison, après avoir déclaré publiquement former un couple. À la suite de pressions internes et internationales, y compris de la part de quelques pays donateurs, ils ont bénéficié d'une grâce présidentielle et ont été libérés de prison.

En janvier 2010 le président Mutharika a accédé à la présidence de l'Union africaine pour une période d'une année. Cette désignation a renforcé sa popularité et son influence sur la scène internationale, en particulier en Afrique. Il a inauguré le nouveau bâtiment du parlement à Lilongwe le 21 mai 2010. Magnifique, ce nouveau siège, financé par la Chine, devrait créer un environnement favorable pour le dialogue entre les membres du parlement, les électeurs et les divers groupes d'intérêt. La plupart des principales personnalités, dont le

speaker, le président, les chefs de la majorité et de l'opposition y bénéficient d'espaces de travail. Dans une seconde phase, l'aménagement de bureaux est prévu pour les autres membres du parlement.

Contexte social et développement des ressources humaines

Les autorités affirment que le Malawi est en progrès sur les huit OMD. Mais, selon le rapport 2010, le pays est en bonne voie sur seulement cinq d'entre eux : la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim, la réduction de la mortalité infantile, la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies, la préservation de l'environnement et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement. En revanche, les trois autres : assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, améliorer la santé maternelle ne seront probablement pas atteints en 2015.

Le rapport 2009 des OMD relève que le taux de pauvreté au Malawi a reculé de 54 % en 1990 à 39 % en 2009. Il devrait poursuivre son déclin : 37 % estimés en 2010, 27 % prévus en 2015 avec l'exécution des programmes suivants : subventions à l'agriculture (FISP), fonds de développement rural (*Malawi Rural Development Fund - Mardef*), plan de développement local (*One Village One Product - Ovop*) et fonds pour la jeunesse (*Youth Enterprise Development Fund*). Les progrès enregistrés grâce à ces programmes ont contribué à réduire le chômage chez les jeunes. Le taux était de 4 % en 2009 et il est prévu qu'il continue de diminuer : 3.8 % en 2010 et 1.9 % en 2015.

En dépit de ces développements positifs, le rapport *Human Development Report 2010* (HDR) du PNUD sur le développement humain pour 2010 montre que le niveau de bien-être général des Malawites est encore bas avec un mauvais résultat de 0.385 sur l'indice de développement humain (IDH), classant le Malawi au 153^e rang sur 169 pays. Malgré tout, selon le HDR 2010, l'espérance de vie au Malawi a progressé : 54.6 ans contre 52.4 ans en 2009.

Des progrès ont été accomplis par le Malawi pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sans toutefois pouvoir atteindre l'objectif fixé dans les OMD. Selon d'autres critères internationaux le pays a même semble-t-il reculé. Par exemple, l'indice d'inégalité des sexes de l'IDH s'est détérioré, passant de 0.490 en 2009 à 0.708 en 2010 (la mesure de zéro marquant une égalité totale entre les hommes et les femmes). Davantage de femmes sont embauchées dans le secteur public dont, pour la première fois dans l'histoire du Malawi, une femme portée à la vice-présidence, et le nombre de femmes membres du parlement est passé de 13 % en 2008 à 22 % en 2010. Mais ces réussites ne reflètent pas la situation dans l'ensemble de la société malawite. Le pays se situe 28 % en dessous des 50 % fixés par les OMD pour la proportion de sièges occupés par des femmes au parlement et 35 % en dessous de l'objectif de 50 % pour la part des femmes salariées dans le secteur non agricole.

Autre sujet de préoccupation : la santé maternelle. Particulièrement élevée, la mortalité maternelle était estimée en 2009 à 807 pour 100 000 naissances vivantes. Au vu de la tendance en cours, la mortalité maternelle ne baissera pas suffisamment pour atteindre l'objectif de 155 pour 100 000 naissances vivantes en 2015.

Selon le rapport des OMD, le taux de prévalence du VIH/sida était de 12 % en 2009. Il devrait tomber à 6 % en 2015, recul insuffisant pour atteindre le point zéro fixé à cette date par les OMD. Les mauvaises courbes dans le domaine de la santé pourraient être inversées en cas d'amélioration des équipements, du système d'offre de soins et d'un accroissement des effectifs de personnels qualifiés.

Les pouvoirs publics assurent que l'objectif de réduction de la mortalité infantile des OMD sera atteint et même dépassé. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est tombé de 189 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2000 à 122 en 2009. Le Malawi a également accompli des progrès dans les taux de vaccination avec 84 % des enfants d'un an vaccinés contre la rougeole en 2009 et sans doute 100 % en 2015 conformément à l'objectif des OMD. Ces progrès dans la lutte contre la mortalité infantile s'expliquent par les améliorations dans la sécurité alimentaire des ménages et l'accès à l'eau potable. La proportion de Malawites ayant accès à l'eau potable est passée de 75 % en 2006 à 81 % en 2009, soit mieux que l'objectif OMD de 74 % en 2015. L'accès aux installations sanitaires de base s'est également amélioré : 88 % en 2006, 93 % en 2009.

La généralisation de l'instruction primaire, conformément au plan national pour l'éducation (*National Education Sector Plan - NESP*), est également en bonne voie. Le taux net de scolarisation a progressé de 79 % en 2008 à 83 % en 2009. Il est prévu qu'il atteigne 92 % en 2015, soit huit points de moins que l'objectif de 100 % des OMD. La politique de gratuité de l'école primaire et la suppression de l'uniforme obligatoire expliquent cette progression. Le taux d'alphabétisation des jeunes s'est aussi amélioré, passant de 82 % en 2008 à 84 % en 2009. À l'inverse, les violations des droits des enfants, les sévices sexuels, l'exploitation et la discrimination dont ils sont victimes ne cessent d'augmenter. Ainsi estime-t-on à plus de trois millions le nombre d'enfants vivant dans des foyers violents et témoins de violence domestique.

Les récents développements positifs, en particulier la croissance économique, la sécurité alimentaire et les OMD peuvent connaître des ralentissements ou même des coups d'arrêt compte tenu des ressources limitées du pays et du potentiel insuffisant des secteurs public et privé pour mettre en œuvre des programmes améliorant les

services sociaux de base. Cette constatation incite les pouvoirs publics à appliquer, totalement ou partiellement, la plupart des programmes et des politiques figurant dans la MGDS 2006-2011. Avec une attention particulière pour le secteur de l'éducation à travers l'*Education Sector-wide Strategy* et la NESP.

Des classes supplémentaires sont construites pour les trois niveaux d'enseignement scolaire, et les programmes d'alimentation à l'école sont amplifiés. Dans le secteur sanitaire, des équipements sont construits ou modernisés, du personnel de santé est formé et les facilités d'accès aux services prénataux accrues. Dans le budget 2009/10 sont inscrits la rénovation et l'agrandissement du centre hospitalier de Zomba ainsi que l'achèvement du service orthopédique de l'hôpital central de Kamuzu. Des mesures pour améliorer l'environnement socioéconomique au Malawi sont en cours à la fois dans les secteurs de l'éducation et de la santé, secteurs directement impliqués dans le développement économique.